



**Le Farm Bill américain et la Politique Agricole Commune :  
quelle direction pour demain ?  
Un dialogue international sur les politiques agricoles américaine,  
canadienne et européenne**

**Rapport de la conférence**

**14 et 15 mai 2007  
Charles Sumner School, Washington D.C.**

La conférence est soutenue par :



Réunis à Washington, D.C. les 14 et 15 mai 2007, divers représentants de groupes d'agriculteurs, de l'environnement, de consommateurs et de développement venus des États-Unis, d'Europe et du Canada ont participé à un dialogue sur les politiques agricoles. Des groupes d'agriculteurs du Mexique, du Brésil et du Sénégal ont également pris part à la rencontre.

Cette Conférence s'est tenue à l'heure où les États-Unis et l'Union européenne entament une réforme de leur politique agricole. Aux États-Unis, un nouveau Farm Bill devrait être voté en 2007 et en Europe, une révision de la Politique agricole commune est prévue pour 2008.

Le rapport de la Conférence se présente ainsi :

#### **A) Les objectifs de la Conférence**

#### **B) Les résultats et les conclusions à l'issue de la Conférence**

- 1) Impacts des politiques agricoles et commerciales sur les agriculteurs, les consommateurs et l'environnement aux États-Unis, au Canada et dans l'Union européenne
- 2) Impacts des politiques agricoles et commerciales actuelles sur les agriculteurs, les consommateurs et l'environnement dans les pays du Sud (exemple du Mexique et du Sénégal)
- 3) Le Farm Bill américain 2007 - Propositions de réformes
- 4) La Politique agricole commune européenne révisée en 2008 – perspectives et débats sur la réforme à venir
- 5) Biocarburants : impacts potentiels (positifs et négatifs) sur l'agriculture et la sécurité alimentaire aux États-Unis, en Europe et dans les pays du Sud
- 6) Principaux défis et prochaines étapes

#### **C) Annexes (liste des participants, biographies des conférenciers, liste des publications)**

## **A) Les objectifs de la Conférence**

Les principaux objectifs de cette Conférence de deux jours étaient les suivants : évaluer conjointement les impacts des politiques agricoles en Amérique du Nord et en Europe, comprendre les débats en cours dans ces régions et débattre des propositions de réforme. Cette rencontre a également offert un espace de dialogue aux personnes concernées de près par l'agriculture et la production alimentaire des quatre coins du monde pour qu'elles puissent unir leurs efforts et façonner un avenir durable.

Les objectifs spécifiques de ce dialogue transnational étaient les suivants :

- Acquérir une meilleure compréhension des politiques agricoles des États-Unis, du Canada et de l'Union européenne en partageant les différentes expériences et en examinant les impacts de ces politiques sur les agriculteurs, les travailleurs de l'alimentaire, les consommateurs et l'environnement.
- Examiner les propositions-clés de la réforme 2007 du Farm Bill américain et de la révision de la PAC en identifiant les problèmes potentiels et les défis liés aux revenus des agriculteurs, à la sécurité alimentaire, aux préoccupations des consommateurs (qualité et prix des aliments, santé et nutrition, etc.), ainsi qu'à l'environnement (biodiversité, eau, etc.). La problématique émergente des biocarburants a fait l'objet d'une attention particulière.
- Définir les défis et les objectifs-clés qui guideront les politiques agricoles et alimentaires : concurrence mondiale, orientation sur l'exportation, accès à une alimentation saine et de qualité, revenus agricoles viables et pratiques agricoles durables.
- Explorer diverses problématiques en vue de développer un programme de collaboration entre les groupes nord-américains, européens et du Sud souhaitant voir les politiques nationales agricoles et commerciales changées.

Au moment où se tenait la Conférence, le Congrès américain n'avait pas encore examiné le Farm Bill 2007 (loi agricole américaine). Fin juillet, la Chambre des représentants a approuvé sa propre version ; le Sénat quant à lui doit présenter son projet cet automne. Les deux organes législatifs vont ensuite se rencontrer pour fusionner ces deux versions. Le projet final devra ensuite être approuvé par le Congrès avant d'être soumis au Président pour signature. Pour un bref aperçu de la version du Farm Bill présentée par la Chambre des représentants, voir la section B 3) consacrée à la loi agricole américaine, sous « Mise à jour du Farm Bill américain, septembre 2007 ».

## **B) Les résultats et les conclusions à l'issue de la Conférence**

### **1) Impacts des politiques agricoles et commerciales sur les agriculteurs, les consommateurs et l'environnement aux États-Unis, au Canada et dans l'Union européenne**

Les participants ont convenu de l'inefficacité des politiques agricoles et commerciales actuelles aux États-Unis, au Canada et dans l'Union européenne (UE) car elles ne prennent que certains aspects en considération et en négligent d'autres. Elles ne servent pas les intérêts des petits et moyens agriculteurs, des consommateurs et des environnementalistes. De surcroît, elles ne sont pas durables et leur coût est trop élevé. Ces dernières années, les gouvernements ont soutenu les politiques de déréglementation agricole pour favoriser la croissance et augmenter les exportations. Cette politique s'est traduite par la suppression des réglementations liées à la gestion de l'approvisionnement, comme celles des prix à la production stables, des tarifs protecteurs ou encore des quotas d'importation. Aux États-Unis, le Farm Bill de 1996 a supprimé certaines mesures-clés (contrôles à la production et planchers de prix par exemple). Les réformes de la Politique agricole commune (PAC) des dix dernières années allaient dans le même sens.

D'avis général, aux États-Unis, au Canada et en Europe, la déréglementation a entraîné une profonde crise des prix agricoles ainsi qu'un déclin de l'agriculture familiale, alors que l'industrie alimentaire s'enrichit et augmente son pouvoir de marché. L'industrialisation, la monoculture agricole, la concentration des terres et de la production, ainsi que la concentration des industries du système alimentaire ont pris de l'ampleur. Cette évolution a eu un impact négatif sur de nombreux secteurs, notamment l'environnement, la sécurité alimentaire, la qualité des aliments, la santé, l'emploi et le développement rural. La majorité des consommateurs n'ont pas bénéficié de cette évolution : d'une part, ils n'ont pas vraiment profité de la baisse des prix des produits de base. D'autre part, cette baisse des prix, associée au contrôle des entreprises du marché céréalier et à l'augmentation du prix des fruits et des légumes, a entraîné une crise sanitaire sans précédent (avec l'apparition d'un nombre croissant de personnes souffrant d'obésité et de maladies apparentées). La consommation de produits alimentaires gras et sucrés connaît une hausse constante, ce qui a des conséquences dramatiques sur la santé des consommateurs. Actuellement, l'évolution vers une agriculture et une production alimentaire industrialisées est plus intensive aux États-Unis et au Canada qu'en Europe. Les conditions géographiques (terres disponibles), les différentes traditions agricoles et alimentaires ainsi que les cadres réglementaires expliquent en partie cet écart.

Les participants ont identifié la concentration du marché ainsi que le contrôle croissant de l'industrie agro-alimentaire sur l'alimentation et l'agriculture comme les problèmes majeurs affectant les agriculteurs, les consommateurs et l'environnement.

Ces pays et régions ont besoin d'une nouvelle vision concernant leurs politiques agricoles et commerciales - une vision qui garantisse un revenu viable aux agriculteurs et travailleurs agricoles et qui favorise la production d'aliments sains, l'émergence d'un modèle agricole durable, ainsi qu'un environnement sain, dans leurs régions comme à l'étranger.

Les participants ont convenu qu'il était inutile de refaire ce qui avait déjà été fait. Ils se sont mis d'accord sur la nécessité de revoir et de réintroduire une série d'instruments incluant le contrôle des prix, les réserves céréalières, les entreprises publiques, les coopératives, etc. afin de transformer cette nouvelle vision en réalité. Nombre de ces instruments de politique interne ont déjà été introduits par le passé, avec des résultats extrêmement positifs. Il est donc important d'identifier les progrès amenés par ces politiques pour développer des solutions adaptées aux besoins spécifiques des différentes régions<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> L'expérience empirique montre que les politiques de soutien des prix associées à des programmes de réserves céréalières et de conservation ont favorisé la diversification de l'agriculture aux États-Unis. Les subventions

## **2) Impacts des politiques agricoles et commerciales actuelles sur les agriculteurs, les consommateurs et l'environnement dans les pays du Sud (exemple du Mexique et du Sénégal)**

Les agriculteurs du Sud, c'est à dire la majorité des travailleurs du pays dans la plupart des cas, ont été fortement affectés par les politiques agricoles des États-Unis et de l'Union européenne.

Les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ont largement contribué à faire pression sur eux pour qu'ils déréglementent et ouvrent leur marché agricole. La libéralisation des échanges commerciaux a permis aux États-Unis et à l'UE de vendre à perte leur surplus de marchandise sur les marchés des pays du Sud, forçant ainsi les agriculteurs locaux à baisser leurs prix. N'étant plus en mesure de concurrencer les importations à prix réduits, les agriculteurs du Sud n'ont plus accès à leur propre marché. Leur revenu a chuté tandis que les cours des produits de base baissaient peu à peu, et les accords sur les produits de base visant à stabiliser les prix (p.ex. pour le café, le cacao, le sucre, etc.) étaient supprimés. Des politiques inefficaces dans de nombreux pays ont notamment provoqué une perte de revenus, une augmentation de la pauvreté, une insécurité alimentaire croissante, ainsi qu'un exode rural. De nombreux pays en développement sont devenus dépendants des denrées alimentaires, tandis que la capacité de production des paysans et de l'agriculture familiale locale a chuté. La privatisation intensifiée de la terre pour soutenir des méthodes de production non viables et la production intensive de monocultures a nuit à la biodiversité et a aggravé la dégradation de l'environnement.

Les intérêts de l'industrie agro-alimentaire dominent de plus en plus les chaînes de production alimentaire et agricole. Les supermarchés sont apparus comme des facteurs-clés dans cette dynamique, particulièrement dans le Sud où ils se multiplient rapidement. La récente crise des prix alimentaires au Mexique (« crise de la tortilla ») est un bon exemple du pouvoir de quelques entreprises transnationales et des monopoles alimentaires nationaux, qui contrôlent et manipulent le prix des céréales à leur convenance, ce qui porte préjudice non seulement aux agriculteurs, mais également aux consommateurs. Les participants à la Conférence issus des pays du Sud ont répété que les politiques agricoles et commerciales de la région Sud doivent viser à renforcer la productivité des marchés intérieurs et régionaux. Pour ce faire, il faut introduire des instruments et des mécanismes à même de garantir et de protéger l'accès à leur propre marché, plutôt qu'une succession de politiques commerciales inefficaces. Une réglementation pour l'échange international des produits de base est par ailleurs nécessaire pour garantir des prix stables et rentables.

## **3) Le Farm Bill américain 2007 – Propositions de réformes**

Tous les cinq à sept ans, le Congrès américain édicte une nouvelle politique agricole américaine, appelée *Farm Bill*, qui définit les politiques de subventions au secteur agricole, de l'aide alimentaire, de la protection de l'environnement et de la concurrence. La dernière loi

---

liées à l'agriculture écologique et au développement rural ont contribué à développer des méthodes de production agricole durables dans l'Union européenne. Des instruments de marketing collectifs (p.ex. des entreprises publiques provinciales ou nationales, des coopératives, etc.) ont également servi à contrer la concentration du marché.

date de 2002. Le Congrès américain s'apprête à édicter un nouveau Farm Bill, très probablement d'ici fin 2007. Créé à l'origine pour gérer les distorsions du marché inhérentes à l'agriculture, le Farm Bill a progressivement supprimé les mesures de gestion de l'offre prévues pour garantir un revenu stable et viable aux agriculteurs à travers les réformes des dernières années. Le projet de loi de réforme et d'amélioration agricole de 1996 (« *Freedom to Farm* ») a marqué un tournant pour l'agriculture, avec la suppression de nombreuses mesures de gestion de l'offre. Aujourd'hui, le gouvernement américain dépense des milliards pour combler une partie de la différence entre les paiements des entreprises alimentaires aux agriculteurs et les besoins réels de ces derniers pour assurer la viabilité de leur activité.

Aux États-Unis, on réalise peu à peu conscience du fait que le Farm Bill ne concerne pas exclusivement les agriculteurs, mais qu'il a également des conséquences sur les communautés rurales, l'environnement, la santé, la faim et même l'immigration. Face à ce constat, de nouveaux groupes commencent à s'intéresser à son évolution. Aux États-Unis, le moment est venu de sensibiliser l'opinion et d'amorcer des changements en ce qui concerne la réforme de la politique agricole et commerciale, une question soumise au débat national sur le Farm Bill. Aux États-Unis comme ailleurs, différentes coalitions se sont formées ces dernières années pour façonner une nouvelle loi agricole qui défende les intérêts des agriculteurs, des consommateurs, et de l'environnement. La campagne « *Building Sustainable Futures for Farmers Globally* »<sup>2</sup> en est un exemple.

Le débat actuel sur le Farm Bill traite principalement de la concurrence, de l'énergie, de la santé, de la conservation, de l'achat des denrées alimentaires locales, des coupons alimentaires et de l'étiquetage obligatoire.

### Concurrence

La hausse de la concentration des marchés, tant verticalement dans le même secteur qu'horizontalement dans des secteurs différents, a profondément affecté les agriculteurs et les consommateurs américains. Les entreprises qui vendent les moyens de production aux agriculteurs et achètent leurs récoltes sont de moins en moins nombreuses. En raison de la pression sur les prix, les coûts des agriculteurs ont pris l'ascenseur, tandis que les prix qu'ils reçoivent a régulièrement chuté. Début 2007, différentes organisations ont écrit au Congrès pour lui demander de remédier à la concentration du marché agricole par le biais d'une nouvelle loi sur la concurrence, qui permettrait de renforcer l'application de la législation antitrust, d'améliorer la transparence des prix et de garantir l'équité dans les contrats.

### Énergie

La croissance étonnante du marché de l'éthanol présente certes des avantages, mais également des inconvénients. Le Farm Bill actuel désignera les gagnants et les perdants des marchés en pleine croissance de la bioénergie. De nombreux groupes pensent que si le Farm Bill 2007 parvient à établir un système de réglementation en la matière, alors la prospérité des agriculteurs et des communautés locales sera préservée, et la terre, l'eau et la biodiversité seront protégées, aux États-Unis et à l'étranger. La demande intérieure en bioénergie est considérée non seulement comme un outil permettant de réguler les pratiques de dumping des

---

<sup>2</sup> « Construire un avenir durable pour les agriculteurs dans le monde », à ce sujet, voir [www.globalfarmer.org](http://www.globalfarmer.org)

produits de base américains sur le marché mondial, mais également comme une ressource permettant d'augmenter le revenu des agriculteurs.

### Santé

La communauté de la santé publique fait son entrée dans le débat sur le Farm Bill avec certaines recommandations visant à améliorer l'accès à une alimentation plus saine. La crise de l'obésité est à l'origine de son implication dans ce débat. Le prix des aliments gras et sucrés n'a cessé de baisser, tandis que celui des aliments plus sains tels que les fruits et les légumes ont connu une augmentation constante. La politique agricole américaine a fixé un certain nombre de mesures dissuasives concernant les aliments naturels, notamment un manque de soutien aux systèmes alimentaires locaux et des mesures incitatives pour du bétail nourri aux céréales plutôt qu'à l'herbe. La sécurité alimentaire est également au cœur des débats puisque des réglementations insatisfaisantes ont entraîné un certain laisser-aller au niveau des normes alimentaires et des mesures de mise en œuvre.

De nombreux groupes souhaitent voir apparaître un étiquetage et une réglementation plus stricts. Quant au Congrès, on constate qu'il soutient certaines initiatives alimentaires locales.

### Conservation

En mettant sur pied des programmes qui laissent du terrain hors production et en incitant les agriculteurs à protéger l'environnement, le Farm Bill est devenu l'un des instruments principaux de protection de la terre et de l'eau. Le Programme de conservation des réserves (*CRP, Conservation Reserve Program*) retire actuellement 35 millions d'acres de terrain sensible de la production et demande aux propriétaires d'appliquer des mesures de protection spécifiques. Le Farm Bill 2007 décidera s'il souhaite augmenter, ou au contraire réduire, son soutien au CRP ainsi qu'à d'autres programmes de protection des ressources.

### Mise à jour du Farm Bill américain, septembre 2007

Le 27 juillet 2007, la Chambre des représentants a approuvé sa propre version du Farm Bill 2007 ; le Sénat quant à lui présentera son projet en automne. Des représentants de la Chambre et du Sénat vont ensuite se rencontrer pour fusionner ces deux versions. Le projet final devra ensuite être approuvé par le Congrès avant d'être soumis à la Maison Blanche pour signature. Le Président a le choix : il peut soit y apposer sa signature, soit y opposer son veto (ce qui n'arrive que très rarement). Si toutefois cela devait se produire, la Chambre et le Sénat pourraient annuler le veto du Président par un vote à la majorité des deux tiers – ce qui semble plutôt difficile au vu de l'équilibre entre démocrates et républicains à la Chambre et au Sénat.

Le projet de loi rédigé par la Chambre maintient les mêmes programmes pour les produits agricoles qu'en 2002 et en ajoute d'autres. Les limites budgétaires contraignantes imposées par la Maison Blanche constituent l'une des principales difficultés pour la Chambre et le Sénat. L'autre facteur dominant : les prix élevés de la plupart des produits de base agricoles en raison de la demande intérieure croissante en éthanol. De nombreux programmes américains de subvention agricole sont liés aux prix du marché : lorsque les prix plongent au-dessous des prix fixés par le gouvernement, les subventions entrent en jeu. Si les prix sur le marché sont élevés, les niveaux de subventions sont bas. Les subventions agricoles sous le Farm Bill 2002 étaient bien inférieures aux prévisions. Puisque les prévisions pour les prix de la plupart des produits de base agricoles sont élevées, on s'attend à ce que les subventions dans le Farm Bill 2007 soient encore plus basses qu'en 2002.

Les économies réalisées sur ces subventions ont été investies dans différents programmes du projet de loi préparé par la Chambre des représentants.

Dans le Farm Bill de la Chambre, la section consacrée à l'énergie a été élargie et met l'accent sur le développement des biocarburants, notamment en encourageant le remplacement du système basé sur le maïs par le système cellulosique. Certaines dispositions prévoient de soutenir l'acquisition d'installations communautaires de production de biocarburants. Des fonds supplémentaires seront débloqués pour soutenir les agriculteurs qui cultivent des fruits et des légumes. Le volet consacré à la protection n'attribue aucun fonds à l'un des programmes environnementaux les plus importants, le *Conservation Security Program (CSP)*, qui soutient des pratiques agricoles durables et respectueuses de l'environnement. On s'attend en revanche à ce que le Sénat attribue des fonds à ce programme.

La Chambre des représentants et le Sénat vont devoir se pencher sur un nouveau sujet : le remplacement des paiements contracycliques (basés sur les prix du marché) par une assurance fondée sur les revenus contracycliques (basée sur le revenu global des agriculteurs). L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a classé les paiements contracycliques dans la catégorie des mesures faussant les échanges. Selon l'administration Bush, il suffit de lier les paiements aux revenus, plutôt qu'aux prix du marché, pour les rendre conformes aux règles de l'OMC. Le projet de la Chambre des représentants demande aux agriculteurs d'opter pour l'un ou l'autre de ces programmes. On s'attend à ce que Tom Harkin, président de la Commission de l'agriculture du Sénat, fasse de l'assurance des revenus contracycliques la partie centrale de sa proposition sur les produits de base. On sait déjà qu'une telle proposition se heurtera à une forte opposition.

Une autre question controversée concerne les efforts investis pour réduire les subventions maximums accordées aux agriculteurs. Le projet de loi de la Chambre des représentants ferme quelques échappatoires et fixe le montant maximum à 1 million de dollars par exploitation agricole. La Maison blanche et le président de la Commission de l'agriculture du Sénat souhaitent baisser ce plafond à 250 000 dollars.

Enfin, ce projet de loi compte fortement avec des prévisions de prix élevés pour les produits de base. Si ces prix étaient revus à la baisse, les subventions du gouvernement pourraient prendre l'ascenseur, comme ce fut déjà le cas par le passé.

#### **4) La Politique agricole commune européenne révisée en 2008 – Perspectives et débats sur la réforme à venir**

La politique agricole commune européenne (PAC) a connu sa dernière réforme en 2003 et les États membres de l'UE ont convenu de procéder à une révision complète en 2008. Les participants de l'UE ont insisté sur le fait que les réformes de la PAC des quinze dernières années visaient à se conformer à l'Accord sur l'Agriculture (AsA) de l'OMC, tout en préservant les intérêts de l'industrie alimentaire et des grands producteurs agricoles européens. Bien que l'objectif premier de la PAC soit de défendre les intérêts sociaux et économiques des agriculteurs et des consommateurs, son objectif actuel en termes de politique consiste à rendre l'agriculture européenne compétitive sur le plan mondial.

La révision de la PAC, à laquelle on se réfère également en parlant du « bulletin de santé », précédera sa prochaine réforme qui devrait être finalisée en 2013. Le budget de l'UE, sur lequel les États membres devront s'entendre en 2010, sera un important jalon sur la voie de la

réforme de la PAC<sup>3</sup>. On s'attend à une remise en question radicale de la PAC pendant le débat sur le prochain budget de l'UE en raison du manque de légitimité sociale, environnementale et internationale de la PAC actuelle.

Par ailleurs, le niveau de soutien à l'agriculture, les réglementations du marché ainsi que la portée de la PAC seront reconsidérés. D'aucuns avancent que des politiques nationales de développement rural liées à la structure de l'UE mais toutefois distinctes viendront remplacer la PAC.

La réglementation du secteur laitier européen est un sujet de discorde majeur. En effet, la Commission européenne souhaite supprimer les quotas laitiers d'ici à 2015. À l'heure actuelle, la production laitière se présente encore sous forme de petites unités de production réparties à travers l'Europe. Plus d'un million de personnes travaillent dans le secteur laitier de l'Union européenne, y compris dans le traitement du lait. De nombreux agriculteurs laitiers craignent que la suppression des quotas visant à favoriser la concurrence n'anéantisse les moyens d'existence des petits producteurs et ne consolide le contrôle des entreprises dans ce secteur. L'industrie laitière européenne est presque entièrement protégée contre les exportations des pays non européens ; seuls quelques pays comme la Nouvelle-Zélande peuvent exporter des produits laitiers vers la Communauté européenne sur la base d'accords commerciaux bilatéraux spécifiques. Les groupes représentant l'agriculture familiale défendent ardemment une politique favorable aux exploitations agricoles laitières dans le Nord et le Sud. Ils souhaitent une politique qui sache à la fois protéger les sources de revenus dans les régions rurales et assurer la production laitière, une politique qui permette une utilisation durable des ressources naturelles et assure le bien-être des animaux. Mais les agriculteurs du secteur laitier souhaitent avant tout maintenir un marché réglementé et faire baisser les quotas laitiers.

L'issue de cette bataille politique dans le secteur laitier aura une influence majeure sur les futures réglementations du marché de l'offre dans le cadre de la PAC.

Les représentants européens ont fait part des différents défis qu'ils doivent relever dans le but d'unir leurs efforts pour la prochaine réforme de la PAC. Au vu des réalités politiques et institutionnelles de l'UE (sur ses 27 membres, 9 ont rejoint l'Union en 2004 et deux autres début 2007), les différents groupes des sociétés civiles (agriculteurs, consommateurs, groupes environnementaux, etc.) des Etats membres doivent impérativement entreprendre une réflexion commune. Cette réflexion permettra de mieux comprendre les réalités et les intérêts de chaque pays d'une part, et d'élaborer des propositions conjointes d'autre part. Cependant, pour des raisons historiques, la société civile de chacun des 27 Etats membres est organisée différemment. Au sein des nouveaux Etats membres, des structures fortes font encore défaut, ou n'en sont qu'à un stade d'ébauche. Créer un débat européen et une dynamique avec des groupes provenant de 27 cultures politiques différentes, parlant tout autant de langues distinctes (les habitants des régions rurales ne parlent que rarement une langue étrangère), et de surcroît avec un vécu historique différent, est un défi de taille. De plus, les fonds et les ressources attribués à la formation d'une coalition européenne sont encore limités.

---

<sup>3</sup> Lors des discussions budgétaires, les Etats membres de l'UE conviendront de l'importance de leur contribution à l'UE et de la manière dont ces fonds seront utilisés. Actuellement, 1% du PIB de chaque Etat membre est attribué au budget de l'UE. L'agriculture est la « politique la plus intégrée » de l'Union.

L'alimentation (aliments naturels, issus du commerce équitable, etc.) est de plus en plus utilisée comme point de départ pour créer des alliances en matière de politique agricole. Le débat actuel sur les changements climatiques permet d'explorer les rapports qu'il peut y avoir entre le libre-échange et le réchauffement planétaire. Ce débat permet également de promouvoir des politiques agricoles et commerciales alternatives à mêmes de soutenir les économies alimentaires locales.

### **5) Biocarburants – impacts potentiels (positifs et négatifs) sur l'agriculture et la sécurité alimentaire aux Etats-Unis, en Europe et dans les pays du Sud**

Avec l'augmentation du prix du pétrole et le risque de voir la capacité de production mondiale atteindre bientôt son maximum - phénomène qu'on appelle le « pic pétrolier » - les biocarburants<sup>4</sup> apparaissent comme une alternative aux carburants fossiles dans les pays industrialisés. Le potentiel de la production et du commerce des biocarburants ainsi que leurs différentes répercussions sont interprétés très différemment en fonction du pays ou de la région dont il est question. Ces différences sont apparues dans les discussions de la Conférence. Les biocarburants ont été présentés comme une alternative aux carburants fossiles, comme une ébauche de solution permettant d'atténuer le problème de la dépendance vis-à-vis du pétrole, un moyen de faire face aux changements climatiques. On les a également présentés comme une opportunité pour les pays en développement de développer de nouveaux projets qui contribueraient à un afflux important de ressources pour leurs régions rurales. Les biocarburants seraient aussi une opportunité de développer des industries énergétiques nationales et d'augmenter les recettes d'exportation. Cependant, de nombreux observateurs font remarquer que ce sont les entreprises qui dirigent une grande partie des investissements internationaux dans ce secteur émergent.

Cette dynamique risque de miner tous les bénéfices envisagés pour les pays en développement. D'autres observateurs font remarquer que les combustibles liquides ne présentent que peu d'avantages environnementaux –pour ne pas dire aucun – en raison de l'énergie nécessaire à leur traitement ; les biogaz et la production décentralisée d'énergie électrique présenteraient nettement plus d'avantages.

Les participants ont convenu que la création d'un marché mondial des biocarburants basé sur le modèle du libre-échange constitue une menace mondiale importante. En revanche, un modèle de production bio-énergétique durable et contrôlé localement aurait probablement un impact positif sur notre bien-être social et environnemental. Ce modèle permettrait par ailleurs de créer des emplois et de laisser les richesses aux mains des communautés locales. Les biocarburants devraient faire partie d'un nouveau bouquet énergétique qui comprendrait des sources d'énergie alternatives telles que l'énergie éolienne, solaire et hydraulique. Ce bouquet de nouvelles énergies permettrait d'augmenter l'efficacité énergétique des pays développés.

Pour ce faire, il faut approfondir nos connaissances des biocarburants et comprendre les répercussions des fluctuations de la production sur les prix, la production et le commerce. Une partie de notre analyse se penche sur les impacts des politiques des pays du Nord sur les pays du Sud.

---

<sup>4</sup> Alors que les pays développés utilisent le terme « biocarburants », des mouvements sociaux dans le Sud utilisent de plus en plus le terme « agrocarburants ». Via Campesina, par exemple, avance que le pétrole est également produit par des êtres vivants. Par conséquent, il s'agit aussi d'un carburant « bio ». D'autres groupes sont d'avis que « bio » fait référence à « la vie » ou la « durabilité » alors que la réalité de l'évolution des biocarburants dans les pays en développement ne correspond pas à ce terme.

### Les biocarburants aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, de nombreux groupes agricoles, issus notamment de l'agriculture familiale, considèrent que les biocarburants présentent un certain nombre d'avantages : ils favoriseraient les énergies renouvelables et l'agriculture durable, fourniraient des prix équitables aux agriculteurs, encourageraient le développement rural et diminueraient la pratique du dumping des produits de base sur le marché mondial. Jusqu'ici, la demande américaine en éthanol a eu pour conséquence indirecte de faire diminuer le dumping tandis que la demande intérieure en production de carburant a augmenté.

Les prix des produits de base ont été bas pendant plusieurs années mais le boom des biocarburants a entraîné une nette augmentation. Cette augmentation s'est répercutée sur les agriculteurs et leur a permis d'obtenir un prix équitable pour leurs cultures, ce qui n'était plus arrivé depuis des décennies. Actuellement, les biocarburants aux Etats-Unis sont presque entièrement produits à base de maïs. On s'attend à voir apparaître une « deuxième génération » de biocarburants celluloses à l'avenir.

L'administration Bush et le Congrès présentent les biocarburants au public américain comme une « sécurité énergétique » et le début de l'« indépendance énergétique ». L'Union européenne quant à elle n'avance pas ces arguments, mais préfère parler d'une réponse au réchauffement climatique.

Les entreprises américaines sont très fortement favorables à un marché mondial des biocarburants. Cela permettrait d'abolir les tarifs d'importation sur l'éthanol aux Etats-Unis, ce qui entraînerait une augmentation des importations provenant du Sud pour alimenter le marché américain. Cette politique suscite des débats virulents au sein des groupes de la société civile, qui craignent que l'abolition des droits de douane ne porte préjudice au potentiel de l'industrie nationale.

### Les biocarburants dans l'Union européenne

Dans l'Union européenne, le débat public présente les biocarburants comme une option moins polluante que les combustibles fossiles. Tandis qu'aux Etats-Unis, la production de l'éthanol est mise au premier plan, l'Europe préfère mettre l'accent sur le biodiesel. L'indépendance et la sécurité énergétiques sont des arguments qui apparaissent plus rarement dans les débats européens.

Dans l'ensemble, les agriculteurs européens ont réagi positivement à l'augmentation de la production des biocarburants. Ils ont accueilli favorablement l'augmentation des prix qui a résulté de l'accroissement de la demande en biocarburants. Ils sont par ailleurs ouverts à l'idée de diversifier leur production pour y intégrer davantage de cultures énergétiques.

Certains groupes de défense de l'environnement et du développement contestent fortement les effets positifs des biocarburants pour l'Europe et les pays du Sud. Ils craignent que leur production à grande échelle n'entraîne une perte de la biodiversité en Europe. Ils redoutent également que les biocarburants aient des répercussions négatives sur le développement durable dans les pays du Sud, puisque ceux-ci tenteraient de satisfaire la demande européenne.

L'Europe, contrairement aux Etats-Unis, ne dispose pas de suffisamment de terres agricoles. Par conséquent, le débat concernant les effets des biocarburants sur le développement est plus virulent sur le Vieux Continent qu'outre-Atlantique. Seize à dix-huit millions d'hectares seraient nécessaires si on voulait cultiver toutes les réserves de biocarburants dans l'UE, ce qui représente environ 17 % de l'ensemble des terres arables. Actuellement, 2.8 millions d'hectares sont réservés à cet usage et 3 millions d'hectares supplémentaires ne sont pas utilisés à des fins agricoles. Les objectifs récemment fixés au niveau européen en matière de biocarburants ne peuvent pas être atteints sans recourir aux importations.

Dans l'ensemble, le débat sur les biocarburants en Europe est teinté de critiques quant à leur modèle de production et de consommation non durable. De nombreux acteurs partagent cette vision et encouragent par conséquent la production et la consommation alimentaire et énergétique locales.

### Les biocarburants dans les pays du Sud

Les participants du Sud ont exprimé leur inquiétude grandissante quant à un marché mondial de biocarburants. Un marché mondial présente des risques de dérives : il risque d'encourager la monoculture, accélérer la destruction des forêts, favoriser une concurrence accrue par rapport aux terrains utilisés pour les cultures alimentaires, entraîner des relations inéquitables et des dynamiques de pouvoir injustes – pour n'en citer que quelques-unes. Les entreprises transnationales (ETN) sont en position dominante par rapport aux agriculteurs grâce à leur pouvoir agricole sur le marché. On s'attend à ce que les ETN se servent de la technologie OGM pour agrandir le marché mondial des biocarburants aux dépens du savoir traditionnel et de la biodiversité. Il est évident qu'un marché mondial des biocarburants est en train de se créer, qu'il sera basé sur la production des pays du Sud, et qu'il mènera à une augmentation du contrôle des entreprises sur les ressources naturelles telles que l'eau et la terre.

Dans le cas du **Brésil**, on sait que des mouvements sociaux, des syndicats et des ONG de divers horizons s'organisent pour contrer l'expansion des entreprises sur le marché intérieur de l'éthanol. Ces organismes s'unissent également pour présenter un modèle alternatif s'appuyant sur une production énergétique et alimentaire contrôlée par les pouvoirs locaux.

La production de l'éthanol a eu d'importantes conséquences sociales, environnementales et politiques. Les sites de production ne sont pas aux mains de l'agriculture familiale, mais de grandes usines qui possèdent 15 000 à 50 000 hectares de terrain. Inhabitables, ces sites de production ont été surnommés les « déserts verts ». Les conditions de travail sur certains de ces sites s'apparentent à de l'esclavage moderne. La production de canne à sucre par exemple est étroitement liée à la concentration du terrain.

Actuellement, 90 nouveaux sites de production d'éthanol sont prévus pour satisfaire la demande de consommation intérieure. La production d'éthanol a déplacé la production alimentaire au Brésil, tant pour l'agriculture familiale que pour les producteurs plus importants (p.ex. café), ce qui a même conduit certains grands producteurs à s'opposer aux plans d'expansion de l'éthanol – une situation pour le moins intéressante. D'autres sites de production de l'éthanol devraient voir le jour suite à l'Accord sur l'éthanol conclu par MM. Bush et Lula en mars 2007, avec pour objectif l'accroissement de la production de l'éthanol.

Dans la région **méso-américaine (Mexique et pays d'Amérique centrale)**, l'expansion de la production d'éthanol et de biodiesel vise à satisfaire la demande américaine. De nombreux

gouvernements de la région soutiennent activement l'établissement d'un marché mondial des biocarburants et explorent de plus en plus les réglementations et les normes de production (dans de nombreux cas sur les conseils du Brésil). En plus des groupes commerciaux et agricoles, un nombre croissant de petits producteurs modifient leur culture agricole pour pouvoir produire des biocarburants.

Néanmoins, une résistance grandissante aux biocarburants apparaît dans cette région, au niveau régional comme national. Des groupes de la société civile craignent que ces carburants nuisent à leur souveraineté alimentaire et qu'ils augmentent et consolident leur dépendance alimentaire vis-à-vis des Etats-Unis et du Canada. La société civile de ces régions surveille également de près le débat sur le Farm Bill en raison des effets de la politique agricole américaine sur la dynamique de leur propre pays. Les populations méso-américaines expriment leur préoccupation en voyant que le maïs, un aliment central de leur culture et de leur histoire, est employé pour produire de l'éthanol plutôt que pour garantir la sécurité alimentaire des populations.

En **Afrique de l'Ouest**, assurer une production alimentaire suffisante pour nourrir la population est une priorité absolue et un défi pour la majorité des agriculteurs à l'heure actuelle. Cependant, des groupes agricoles redoutent que certains gouvernements ne tombent dans le piège de la « mode des biocarburants », optant sans réfléchir pour la dernière trouvaille supposée réduire la pauvreté, plutôt que de prendre le temps de comprendre les implications des biocarburants pour la région. Les biocarburants produits avec des cultures résiduelles pourraient être une option intéressante qui n'affecterait pas la production agricole destinée à l'alimentation.

## **6) Principaux défis et prochaines étapes**

Cette rencontre de la mi-mai a fourni un espace pour favoriser le partage d'expériences et approfondir la compréhension des débats et des propositions de réformes des politiques agricoles actuelles. Des groupes de différentes régions, notamment des Etats-Unis et de l'Union européenne, ont évoqué de nombreux thèmes et identifié les défis majeurs de l'avenir. Les participants ont convenu de la nécessité de poursuivre un Dialogue Global sur les thèmes suivants :

### *Contrôle des entreprises, réglementation du marché, commerce - modèles alternatifs*

Les participants ont convenu de la nécessité de renforcer les alternatives aux modèles alimentaire et agricole actuels. Ces modèles alternatifs doivent être en mesure de soutenir les économies énergétiques et alimentaires locales tout en reliant les politiques agricoles durables à l'alimentation, la santé, l'énergie, l'environnement, le développement et les droits humains. La réalité actuelle du réchauffement planétaire permet de remettre en question les modèles de production et de consommation actuels et de promouvoir de nouvelles approches.

Pour y parvenir, il est donc nécessaire de :

- souligner la nature et les impacts de la concentration des entreprises alimentaires et agricoles sur les agriculteurs, les producteurs et les consommateurs.
- créer des réseaux forts entre les chercheurs, les groupes d'agriculteurs et les autres acteurs pour approfondir les analyses et développer des alternatives.
- développer des propositions de politique nouvelle et d'alternatives spécifiques pour contrer le pouvoir des entreprises sur l'alimentation et l'agriculture.

- explorer d'une manière plus structurée les différentes possibilités de changements agricoles structurels et régulateurs. Défendre un modèle alternatif et une production alimentaire basés sur la réalisation des droits humains et sur les économies énergétiques et alimentaires locales.
- développer des règles commerciales qui favorisent des politiques agricoles durables.
- partager les expériences locales afin de faciliter la mise en oeuvre des alternatives.

### Les biocarburants

Les débats sur l'agriculture, l'énergie et le développement connaissent un changement en raison de l'arrivée des biocarburants. Nous devons donc :

- procéder à une analyse plus méticuleuse et approfondir nos connaissances sur les acteurs-clés du secteur, notamment les entreprises. Cette question est liée aux programmes de l'UE et des Etats-Unis sur l'énergie renouvelable.
- comprendre les développements sur le court et le long terme ainsi que les impacts potentiels de cette tendance sur des thèmes centraux tels que le prix, la production ou le commerce, au Nord comme au Sud.
- développer une vision ou un modèle sur la manière de façonner la production de biocarburants pour qu'elle respecte les intérêts de l'agriculture familiale et de la production durable d'une part, et pour qu'elle soit basée sur des économies alimentaires et énergétiques contrôlées au niveau local d'autre part.
- débattre plus en profondeur de la place des politiques nationales, des contrôles aux frontières, de l'utilisation de l'énergie et des besoins en matière de sécurité nationale, qui sont les principaux arguments avancés pour promouvoir les biocarburants, particulièrement aux Etats-Unis.

**C) Annexes (liste des participants, ordre du jour de la conférence, biographies des conférenciers, liste des publications)**

**Liste des participants**

ACDI/VOCA  
Olutayo Akingbe  
Etats-Unis

[oakingbe@acdivoca.org](mailto:oakingbe@acdivoca.org)  
[www.acdivoca.org](http://www.acdivoca.org)

Action Aid Brésil  
Celso Marcatto  
Brésil

[celso.marcatto@actionaid.org](mailto:celso.marcatto@actionaid.org)  
[www.actionaid.org.br](http://www.actionaid.org.br)

Action Aid US  
Karen Hansen-Kuhn  
Etats-Unis

[Karen.Hansen-Kuhn@actionaid.org](mailto:Karen.Hansen-Kuhn@actionaid.org)  
[www.actionaidusa.org](http://www.actionaidusa.org)

Agribusiness Accountabilitiy Initiative -  
Commodities Group  
AAI Commodities Group  
Tom Lines  
Royaume-Uni

[tlines@globalnet.co.uk](mailto:tlines@globalnet.co.uk)  
[www.agribusinessaccountability.org](http://www.agribusinessaccountability.org)

Agribusiness Accountability Initiative  
AAI

Bob Grosnki  
Etats-Unis  
[ncrlcg@mchsi.com](mailto:ncrlcg@mchsi.com)  
[www.agribusinessaccountability.org](http://www.agribusinessaccountability.org)

Agriculture Policy Analysis Center,  
University of Tennessee  
APAC

Daniel de la Torre Ugarte  
Etats-Unis  
[danieltu@utk.edu](mailto:danieltu@utk.edu)  
<http://apacweb.ag.utk.edu/>

Aktionsgemeinschaft baeuerliche  
Landwirtschaft  
ABL

Bernd Voss  
Allemagne  
[thomsen@abl-ev.de](mailto:thomsen@abl-ev.de)  
[www.abl-ev.de](http://www.abl-ev.de)

American Corn Growers association  
Larry Mitchell  
Etats-Unis

[dcplowboy@aol.com](mailto:dcplowboy@aol.com)  
[www.acga.org](http://www.acga.org)

Americian Federation of Labor and  
Congress of Industrial Organizations  
AFL-CIO

Mark Froemke  
Etats-Unis  
[mfroemke1@aol.com](mailto:mfroemke1@aol.com)  
[www.aflcio.org](http://www.aflcio.org)

Black Farmers and Agriculturalists  
Association

Khubaka,  
Michael Harris  
Etats-Unis  
[blackagriculture@yahoo.com](mailto:blackagriculture@yahoo.com)  
<http://bfaa-us.org>

Bread for the World

Larry Goodwin  
Etats-Unis  
[lgoodwin@bread.org](mailto:lgoodwin@bread.org)  
[www.bread.org](http://www.bread.org)

Canadian Broiler Hatching Egg  
Marketing Agency  
CBHEMA / l'OCCHOIP  
Tim Nikita  
Canada  
[tnikita@cbhema.com](mailto:tnikita@cbhema.com)  
[www.cbhema.com](http://www.cbhema.com)

Canadian Federation of Farmers  
Justin To  
Canada  
[Justin@cfafca.ca](mailto:Justin@cfafca.ca)  
[www.cfa-fca.ca](http://www.cfa-fca.ca)

Center for Studies of Rural Change in  
Mexico  
CECCAM  
Ana de Ita  
Mexique  
[anadeita@ceccam.org.mx](mailto:anadeita@ceccam.org.mx)  
[www.ceccam.org.mx](http://www.ceccam.org.mx)

Center of Concern  
CoC  
Kristin Sampson  
Etats-Unis  
[ksampson@coc.org](mailto:ksampson@coc.org)  
[www.coc.org](http://www.coc.org)

Center of Concern  
CoC  
Maria Riley  
Etats-Unis  
[mriley@coc.org](mailto:mriley@coc.org)  
[www.coc.org](http://www.coc.org)

Church World Service  
Kathy McNeely  
Etats-Unis  
[kmcneely@churchworldservice.org](mailto:kmcneely@churchworldservice.org)  
[www.churchworldservice.org](http://www.churchworldservice.org)

Confédération Paysanne  
Rene Louail  
France  
[rene.louail@wanadoo.fr](mailto:rene.louail@wanadoo.fr)  
[www.confederationpaysanne.fr](http://www.confederationpaysanne.fr)

Coordination Paysanne Européenne  
CPE  
Gérard Choplin  
Europe  
[cpe@cpe.org](mailto:cpe@cpe.org)  
[www.cpe.org](http://www.cpe.org)

Coordination SUD  
Henri Rouille d'Orgeuil  
France  
[rouille@cirad.fr](mailto:rouille@cirad.fr)  
[www.coordinationsud.org](http://www.coordinationsud.org)

Embassy of Indonesia  
Metrawinda Tunus  
Indonésie / Etats-Unis  
[offy@embassyofindonesia.org](mailto:offy@embassyofindonesia.org)

European Food Sovereignty Platform  
EFSP  
Gert Engelen  
Belgique / Europe  
[gert.engelen@vredeseilanden.be](mailto:gert.engelen@vredeseilanden.be)  
[www.efsp.eu](http://www.efsp.eu)

Family Farm Defenders  
John Kinsman  
Etats-Unis  
[www.familyfarmdefenders.org](http://www.familyfarmdefenders.org)

Food and Farm Files  
Alan Guebert  
Etats-Unis  
[agcomm@sbcglobal.net](mailto:agcomm@sbcglobal.net)

Food and Water Watch  
Patrick Woodall  
Etats-Unis  
[pwoodall@fwwatch.org](mailto:pwoodall@fwwatch.org)  
[www.fwwatch.org](http://www.fwwatch.org)

Food Systems Integrity  
Molly Anderson  
Etats-Unis  
[mollydanderson@earthlink.net](mailto:mollydanderson@earthlink.net)

Ambassade de France à Washington D.C.  
Christian Joly  
France / Etats-Unis  
[christian.JOLY@diplomatie.gouv.fr](mailto:christian.JOLY@diplomatie.gouv.fr)

Germanwatch  
Tobias Reichert  
Allemagne  
[tobias.reichert@gmx.net](mailto:tobias.reichert@gmx.net)  
[www.germantwatch.org](http://www.germantwatch.org)

Heifer International  
Dianne Forte  
Etats-Unis  
[dianne.forte@heifer.org](mailto:dianne.forte@heifer.org)  
[www.heifer.org](http://www.heifer.org)

Heinrich Böll Foundation  
Christiane Chemnitz  
Allemagne  
[chemnitz@boell.org](mailto:chemnitz@boell.org)  
[www.boell.de](http://www.boell.de)

Heinrich Böll Foundation  
Liane Schalatek  
Etats-Unis  
[liane@boell.org](mailto:liane@boell.org)  
[www.boell.de](http://www.boell.de)

Heinrich Böll Foundation/U.S.  
Daniela Werner  
Etats-Unis  
[daniela@boell.org](mailto:daniela@boell.org)  
[www.boell.de](http://www.boell.de)

Institute for Agriculture and Trade  
Policy - IATP  
Alexandra Spieldoch  
Etats-Unis  
[aspieldoch@iatp.org](mailto:aspieldoch@iatp.org)  
[www.iatp.org](http://www.iatp.org)

Institute for Agriculture and Trade  
Policy - IATP  
Alexandra Strickner  
Autriche / Etats-Unis  
[astrickner@iatp.org](mailto:astrickner@iatp.org)  
[www.iatp.org](http://www.iatp.org)

Institute for Agriculture and Trade  
Policy - IATP  
Celine Delayen  
Etats-Unis  
[cdelayen@iatp.org](mailto:cdelayen@iatp.org)  
[www.iatp.org](http://www.iatp.org)

Institute for Agriculture and Trade  
Policy - IATP  
Dennis Olson  
Etats-Unis  
[dolson@iatp.org](mailto:dolson@iatp.org)  
[www.iatp.org](http://www.iatp.org)

Institute for Agriculture and Trade  
Policy - IATP  
Mark Muller  
Etats-Unis  
[mmuller@iatp.org](mailto:mmuller@iatp.org)  
[www.iatp.org](http://www.iatp.org)

Mary Knoll  
David Kaue  
Etats-Unis  
[dkaue@maryknoll.org](mailto:dkaue@maryknoll.org)  
[www.maryknoll.org](http://www.maryknoll.org)

Movimento dos Trabalhadores Rurais  
Sem Terra  
MST  
Pedro Christoffoli  
Brésil  
[pedroivanc@gmail.com](mailto:pedroivanc@gmail.com)  
[www.mstbrazil.org](http://www.mstbrazil.org)

National Family Farm Coalition  
NFFC  
Kathy Ozer  
Etats-Unis  
[kozer@nffc.net](mailto:kozer@nffc.net)  
[www.nffc.net](http://www.nffc.net)

National Family Farm Coalition  
NFFC  
Jessica Roe  
Etats-Unis  
[jroe@nffc.net](mailto:jroe@nffc.net)  
[www.nffc.net](http://www.nffc.net)

Network of Farmers' and Agriculture  
Producers' Organisations of West Africa  
ROPPA  
Saliou Sarr  
Sénégal  
[saliou.sarr@asprodeb.org](mailto:saliou.sarr@asprodeb.org)  
[www.roppa.info](http://www.roppa.info)

Red Mexicana de Accion Frende al  
Libre Comercio  
RMALC  
Alejandro Villamar  
Mexique  
[alvillamar@prodigy.net.mx](mailto:alvillamar@prodigy.net.mx)  
[www.rmalc.org.mx](http://www.rmalc.org.mx)

Research and Technological Exchange  
Group GRET  
Arlène Alpha  
France  
[alpha@gret.org](mailto:alpha@gret.org)  
[www.gret.org](http://www.gret.org)

Research and Technological Exchange  
Group  
GRET  
Maryline Cailleux  
France  
[cailleux@gret.org](mailto:cailleux@gret.org)  
[www.gret.org](http://www.gret.org)

Société Française d'Economie Rurale  
SFER  
Lucien Bourgeois  
France  
[lucien.bourgeois@apca.chambagri.fr](mailto:lucien.bourgeois@apca.chambagri.fr)  
[www.sfer.asso.fr](http://www.sfer.asso.fr)

The Washington Office on Africa  
WOA  
Adeline Amaizo  
Etats-Unis  
[aadeline@woafrica.org](mailto:aadeline@woafrica.org)  
[www.woafrica.org](http://www.woafrica.org)

Tufts University  
Tim Wise  
Etats-Unis  
[tim.wise@tufts.edu](mailto:tim.wise@tufts.edu)  
[http://ase.tufts.edu/gdae/about\\_us/researchers.html](http://ase.tufts.edu/gdae/about_us/researchers.html)

Wageningen University  
Roel Jongeneel  
Pays-Bas  
[roel.jongeneel@wur.nl](mailto:roel.jongeneel@wur.nl)  
<http://www.wur.nl/UK/>

Western Organisation of Resource  
Councils  
WORD  
Gilles Stockton  
Etats-Unis  
[gillesstockton@gmail.com](mailto:gillesstockton@gmail.com)  
[www.worc.org](http://www.worc.org)

World Bank/CIRAD  
Bruno Losch  
France  
[blosch@worldbank.org](mailto:blosch@worldbank.org)  
[www.cirad.org](http://www.cirad.org)

World Hunger Year  
WHY  
Christina Schiavoni  
Etats-Unis  
[christina@worldhungeryear.org](mailto:christina@worldhungeryear.org)  
[www.worldhungeryear.org](http://www.worldhungeryear.org)

## **Biographies des conférenciers**

**Daniel de la Torre Ugarte**, Professeur de recherche associé, APAC – Directeur associé  
Centre d'analyse des politiques agricoles (APAC, *Agricultural Policy Analysis Center*)  
Université du Tennessee, États-Unis  
[www.apacweb.ag.utk.edu/](http://www.apacweb.ag.utk.edu/)  
[danieltu@utk.edu](mailto:danieltu@utk.edu)

Daniel De La Torre Ugarte s'est engagé dans les travaux de l'APAC depuis sa création et en est le directeur associé depuis 1994. Il a obtenu un doctorat en économie politique agricole à l'Université de l'État d'Oklahoma en 1992. Ses premiers travaux de recherche ont porté sur les produits de base et la politique énergétique. Récemment, M.Ugarte s'est penché sur les effets de l'utilisation intensifiée de différents types de biomasse dans la production d'énergie sur les prix et les revenus. Il a également collaboré avec le Ministère de l'agriculture des États-Unis (USDA) pour augmenter le nombre des produits de base inclus dans le modèle de simulation de politique nationale de l'APAC ainsi que pour évaluer la réactivité dans l'approvisionnement des produits de base agricoles avant et après la loi « Freedom to Farm » de 1996, visant à l'élimination progressive des subventions.

**Mark Muller**, Directeur du Programme Environnement et Agriculture  
Institute for Agriculture and Trade Policy, Minneapolis, États-Unis  
[www.iatp.org](http://www.iatp.org)  
[mmuller@iatp.org](mailto:mmuller@iatp.org)

Mark Muller est le directeur du programme Environnement et Agriculture au sein de l'Institute for Agriculture and Trade Policy. L'objectif de ce programme est de répondre aux problèmes environnementaux grâce à trois axes : développer des systèmes alimentaires régionaux, s'appuyer sur le concept émergent de la bioéconomie, et forger des partenariats avec des professionnels de la santé publique. Récemment, Mark Muller s'est penché sur les défis et les perspectives du prochain Farm Bill. Il est également le coauteur de deux rapports récents sur les biocarburants : le premier sur la consommation d'eau liée à l'éthanol et le second sur la manière dont l'éthanol détourne le maïs des marchés d'exportation. Titulaire d'une licence en ingénierie de l'environnement, Mark Mueller a travaillé comme ouvrier agricole, ingénieur environnemental et professeur de sciences dans des établissements d'enseignement supérieur avant de rejoindre l'IATP il y a près de 10 ans.

**Justin To**, Directeur exécutif  
Fédération canadienne de l'agriculture, Canada  
[www.cfa-fca.ca/](http://www.cfa-fca.ca/)  
[Justin@cfafca.ca](mailto:Justin@cfafca.ca)

Justin To est l'actuel directeur exécutif de la Fédération canadienne de l'agriculture (FCA) et travaille au sein de cette organisation depuis 2004. Avec le concours d'autres organisations membres de la FCA réparties au Canada, il collabore avec différents ministères canadiens et défend le développement stratégique de programmation du revenu agricole, la taxation agricole, le développement rural, le commerce ainsi qu'une politique d'innovation.

Justin To est titulaire d'un bachelor en sylviculture obtenu à l'Université de British Columbia, d'un master en sciences du sol, ainsi que d'un doctorat en économie agricole obtenus tous deux à l'Université de Guelph, en Ontario.

**Roel A. Jongeneel**, Chercheur  
Université de Wageningen, Pays-Bas  
[www.wageningenuniversiteit.nl/UK/](http://www.wageningenuniversiteit.nl/UK/)  
[Roel.jongeneel@wur.nl](mailto:Roel.jongeneel@wur.nl)

Roel A. Jongeneel est titulaire d'un doctorat en sciences économiques. Il travaille comme chercheur au sein de l'Unité de Recherche en Gestion des ressources naturelles de l'Institut de recherche en économie agricole (LEI) à La Haye. M. Jongeneel est également professeur assistant à l'Université de Wageningen, aux Pays-Bas. Il a un intérêt particulier pour la recherche en agriculture laitière durable et participe à plusieurs projets de l'UE (deux projets sur l'agriculture laitière, dont le projet EDIM (modélisation de l'industrie laitière européenne) et deux autres projets sur la conditionnalité). Il a acquis une grande expérience en modélisation et en analyse politique au cours des études empiriques qu'il a menées, ainsi qu'en enseignant la modélisation économique, le commerce international et la politique agricole.

Il travaille régulièrement comme conseiller pour des politiques et des ONG. Il écrit par ailleurs des articles de presse sur des sujets économiques et a participé au programme politique du ChristenUnie sur l'agriculture, l'un des partis de l'actuel gouvernement de coalition hollandais.

**Ana de Ita**  
Centre d'Etudes sur le Changement rural à Mexico (CECCAM), Mexique  
[www.ceccam.org.mx](http://www.ceccam.org.mx)  
[anadeita@ceccam.org.mx](mailto:anadeita@ceccam.org.mx)

**Saliou Sarr**  
Réseau des Organisations paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), Sénégal  
[www.roppa.info/](http://www.roppa.info/)  
[saliou.sarr@asprodeb.org](mailto:saliou.sarr@asprodeb.org)

**Timothy A. Wise**, Directeur adjoint et chercheur  
Institut du développement et de l'environnement mondial (*Global Development and Environment Institute*), Université de Tufts, États-Unis  
[www.ase.tufts.edu/gdae/](http://www.ase.tufts.edu/gdae/)  
[tim.wise@tufts.edu](mailto:tim.wise@tufts.edu)

Timothy A. Wise est chercheur et directeur adjoint du *Global Development and Environment Institute* à l'université de Tufts (Massachusetts). Il est l'ancien directeur exécutif de Grassroots International, une organisation d'aide internationale basée à Boston, et le coauteur de l'ouvrage « *Confronting Globalization: Economic Integration and Popular Resistance in Mexico.* » Ses travaux actuels traitent des effets de la mondialisation sur les petits agriculteurs et l'environnement. Son article *The Paradox of Agricultural Subsidies* (Les Paradoxes des subventions agricoles, n'existe qu'en anglais) remet en question l'idée que la réduction des subventions agricoles des pays riches apportera une plus grande prospérité aux agriculteurs à petite échelle dans les pays du Sud.

**Alan Guebert**, journaliste agricole  
Farm and Food File, Delavan, Illinois, Etats-Unis  
[agcomm@sbcglobal.net](mailto:agcomm@sbcglobal.net)

Elevé dans une ferme laitière de 800 acres avec un cheptel bovin de 100 têtes, Alan Guebert est un journaliste agricole indépendant récompensé à plusieurs reprises. Après l'obtention de sa licence à l'université de l'Illinois en décembre 1980, il travaille comme écrivain et éditeur pour *Professional Farmers of America* (Agriculteurs américains professionnels) et pour le magazine *Successful Farming* (Agriculture réussie).

En 1984, Alan Guebert retourne en Illinois pour s'établir en tant que journaliste indépendant et travaille comme chroniqueur spécialisé pour le compte du magazine *Farm Journal*. En juin 1993, il écrit sa première chronique, « The Farm and Food File », qui est aujourd'hui publiée dans plus de 70 journaux aux Etats-Unis et au Canada. Par la suite, il crée une deuxième chronique mensuelle intitulée « Letter from America », publiée dans les magazines et les journaux d'une dizaine de pays à travers l'Europe et l'Asie.

Au cours de sa carrière, Alan Guebert a gagné de nombreux prix. En 1997, l'Association américaine des éditeurs agricoles lui rend honneur en lui décernant ses deux prix les plus prestigieux « Ecrivain de l'année » et « Ecrivain de génie ». En 2002, il se met à rédiger *The Final Word*, une chronique hebdomadaire qui paraît en fin de semaine, dans laquelle il apporte son éclairage unique sur les événements et les figures qui façonnent l'agriculture actuelle.

Alan réside à Delavan (Illinois) avec sa femme et ses deux enfants.

**Kathy Ozer**, Directrice exécutive  
National Family Farm Coalition (Coalition nationale des familles d'agriculteurs),  
Washington, DC, Etats-Unis  
[www.nffc.net](http://www.nffc.net)  
[kozer@nffc.net](mailto:kozer@nffc.net)

Kathy Ozer est la directrice exécutive de la National Family Farm Coalition (NFFC). Cette organisation fondée en 1986 défend les intérêts de l'agriculture familiale et des groupes ruraux confrontés à la récession économique qui s'accroît dans les communautés rurales. Avec l'appui de ses groupes membres et grâce à son expérience au niveau national, la NFFC joue un rôle unique pour garantir un système alimentaire et agricole durable, économiquement équitable, sain et sûr. Par ailleurs, la NFFC bénéficie d'un pouvoir supplémentaire grâce au travail effectué en collaboration avec un réseau intérieur et des organisations internationales qui poursuivent les mêmes objectifs. La NFFC choisit ses projets en fonction de leur capacité de soutenir l'agriculture familiale en réduisant le contrôle des entreprises et en promouvant une politique agricole et alimentaire socialement plus juste.

**R. Dennis Olson**, analyste politique senior  
Institute for Agriculture and Trade Policy, Minneapolis, Minnesota, Etats-Unis  
[www.iatp.org](http://www.iatp.org)  
[dolson@iatp.org](mailto:dolson@iatp.org)

R. Dennis Olson est analyste politique senior pour le programme de Commerce et de Gouvernance mondiale à l'Institute for Agriculture & Trade Policy à Minneapolis (IATP),

Etat du Minnesota. L'IATP défend les exploitations agricoles familiales, les communautés rurales ainsi que les écosystèmes à travers le monde par le biais de la recherche, de l'enseignement, des sciences et de la technologie. L'IATP défend également les intérêts des agriculteurs et des paysans aux Etats-Unis et dans le monde dans le cadre des débats sur le commerce mondial. Dennis Olson travaille sur la politique agricole américaine et les répercussions de la biotechnologie sur les agriculteurs nationaux et internationaux, ainsi que sur la défense du milieu rural et d'autres réseaux de justice sociale. Avant de rejoindre l'IATP, il a travaillé pendant dix-sept ans en tant qu'organisateur de communauté (une sorte de travailleur social et agitateur de conscience politique aux Etats-Unis) avec des agriculteurs et des organisations environnementales dans le Dakota du Nord et dans le Montana sur des sujets tels que l'agriculture, l'environnement et d'autres questions de justice sociale. En 1994, il a passé trois mois en Ex-URSS pour créer des liens avec des organisations environnementales et agricoles. Dennis Olson a obtenu sa licence en histoire et sciences politiques, avec une mineure en russe, à l'Université du Montana en 1983.

**Gilles Stockton**, Propriétaire de ranch  
Grass Range, Montana, USA  
[gillesstockton@gmail.com](mailto:gillesstockton@gmail.com)

Gilles Stockton est propriétaire d'un ranch de moutons et de bétail dans le Montana avec des revenus hors exploitation provenant de son activité de consultant sur le bétail, le développement et le pastoralisme en Afrique de l'Est et au Moyen-Orient. Il partage actuellement son temps entre ses activités au ranch et celles de conseiller pour l'Agence américaine pour le développement international (*USAID, United States Agency for International Development*). Depuis les années 80, Gilles Stockton est engagé dans le *Northern Plains Resource Council* et le *Western Organizations of Resource Council (WORC, Conseil des Organisations de l'Ouest pour les Ressources)* pour promouvoir des mesures telles que la *Captive Supply Reform Act*, qui visent à rétablir la concurrence du marché pour l'industrie de la viande bovine américaine.

Le WORC est un réseau régional de sept organisations issues de communautés de base qui comprend 9 500 membres et 45 sections locales. Le WORC aide ses groupes membres à réussir dans leurs activités en dispensant des formations et en effectuant un travail de coordination. Le mandat du WORC est de faire progresser la vision d'une société démocratique, durable et juste par le biais d'actions communautaires. Le WORC s'engage par ailleurs pour la création de communautés environnementales et économiques durables qui accordent autant d'importance à la santé de la population, à l'intendance de leur terre, ainsi qu'à la qualité de l'eau et de l'air qu'à la croissance économique.

Le Northern Plains Resource Council est un groupe agricole regroupant les citoyens du Montana qui cherchent à protéger la qualité de l'eau, les exploitations agricoles familiales, les ranchs familiaux et la qualité de vie unique du Montana.

**Karen Hansen-Kuhn**, Analyste Politique de l'alimentation et de la faim  
ActionAid International, Washington, DC, Etats-Unis  
[www.actionaidusa.org](http://www.actionaidusa.org)  
[Karen.Hansen-Kuhn@actionaid.org](mailto:Karen.Hansen-Kuhn@actionaid.org)

Karen Hansen-Kuhn a plus de quinze ans d'expérience dans la recherche, la création de coalitions, et les politiques commerciales, économiques, et d'intégration. Elle a publié des

articles sur les politiques commerciales et agricoles américaines, sur l'impact des programmes d'ajustement structurel en Amérique latine, ainsi que sur les crises alimentaires et les femmes en situation précaire. Avant de rejoindre ActionAid International (AAI) aux Etats-Unis, elle a été la coordinatrice internationale de l'Alliance pour un commerce responsable (*ART, Alliance for Responsible Trade*), une coalition américaine multisectorielle qui défend un commerce équitable et durable. Karen Hansen a également été membre fondatrice de l'Alliance sociale hémisphérique (*HSA, Hemispheric Social Alliance*), un groupe formé d'environ 400 ONG. Elle parle couramment l'espagnol pour avoir fait partie du Corps des Volontaires pour la Paix au Paraguay (*Peace Corps*). Elle est titulaire d'une bachelors en Business International de l'Université du Colorado et d'un master en Développement international de l'American University. Le branche américaine de AAI se trouve à Washington, DC. Sa mission est d'amener des changements pour les populations démunies dans le monde. A travers ses actions, AAI défend des réformes en s'adressant directement aux dirigeants politiques sur des sujets-clés tels que la réduction de la pauvreté, le commerce, l'instruction, l'agriculture et les dépenses de la Banque mondiale, du FMI et des banques fédérales.

**Robert Gronski**, Coordinateur politique

Conférence nationale de la vie rurale Catholique, Des Moines, Iowa, Etats-Unis

[www.ncrlc.com](http://www.ncrlc.com)

[ncrlcg@mchsi.com](mailto:ncrlcg@mchsi.com)

Robert Gronski est le Coordinateur politique de la Conférence nationale de la vie rurale Catholique (*National Catholic Rural Life Conference*) pour l'agriculture, le commerce mondial, le développement rural et l'environnement. M.Gronski a une vaste expérience outre-mer, principalement dans la région Asie-Pacifique ; dans son doctorat en sociologie rurale (Université de Missouri-Columbia), il a étudié les effets du système alimentaire mondial sur les communautés rurales des Etats-Unis et d'Asie du Sud-Est. Ses travaux actuels portent sur le Farm Bill américain et les négociations commerciales mondiales. La Conférence nationale de la vie rurale Catholique est une organisation associative fondée sur une tradition spirituelle qui réunit l'Eglise, l'aide communautaire et la protection de la création.

**Lucien Bourgeois**, Sous-directeur

Assemblée permanente des Chambres d'agriculture, France

[www.apca.chambagri.fr](http://www.apca.chambagri.fr)

[lucien.bourgeois@apca.chambagri.fr](mailto:lucien.bourgeois@apca.chambagri.fr)

Lucien Bourgeois est le sous-directeur chargé des Etudes Economiques et de la Prospective à l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture (APCA) à Paris. Il est membre de la Commission des Comptes de l'Agriculture et membre suppléant du Conseil national de l'information statistique (CNIS). En 1993, il devient secrétaire général de la Société Française d'Economie Rurale (SFER), et en devient ensuite le président jusqu'au mois de juin 2007. Il en est aujourd'hui le président d'honneur. La SFER regroupe 400 personnes intéressées par l'économie et la sociologie rurale. Depuis 1993, il est membre de l'Académie d'Agriculture. Il a par ailleurs été membre du comité scientifique de l'INRA-SAD (Institut National de Recherche Agronomique) de 1989 à 1997.

**Gérard Choplin**, Coordinateur  
Coordination Paysanne Européenne (CPE), Belgique  
[www.cpefarmers.org](http://www.cpefarmers.org)  
[cpe@cpe.org](mailto:cpe@cpe.org)

Coordinateur de la CPE à Bruxelles depuis 1986. Agronome.

**Bernd Voss**, Membre du bureau «Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft » (AbL)  
Groupe de travail pour l'agriculture paysanne, Allemagne  
[www.abl-ev.de/](http://www.abl-ev.de/)  
[thomsen@abl-ev.de](mailto:thomsen@abl-ev.de)

Bernd Voss est né en 1954 dans une exploitation agricole du Land du Schleswig-Holstein.

- Carrière professionnelle :

Diplôme d'ingénieur agronome obtenu en 1976.

Depuis l'obtention de son diplôme à ce jour, Bernd Voss se consacre au développement d'une ferme laitière qui comprend aujourd'hui 80 têtes de bovin. Septante pour cent du terrain de sa ferme est consacré aux pâturages et les trente pour cent restants sont consacrés à la culture du blé, du colza, du maïs et de l'orge.

Avec 14 autres agriculteurs, il a lancé une technologie de fermentation des gaz à base d'herbages. Il est également membre du bureau d'une production laitière régionale.

- Carrière politique débutée en 1972 :

Membre dans différents bureaux de l'organisation des jeunes pour la terre, il s'engage également dans les initiatives contre les centrales nucléaires et plus tard, dans d'autres initiatives régionales et nationales. Membre d'un parlement régional de 1994 à 2003. Membre du Comité économique et social européen de 2002 à 2006. Depuis 1998, membre du bureau du groupe de travail allemand qui défend les intérêts des agriculteurs (*AbL*, *Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft*), dont les principaux sujets de travail sont la réforme agricole, le lait, les ressources renouvelables et la politique sans OGM.

**Gert Engelen**,  
ONG Vredeseilanden et Plate-forme européenne pour la souveraineté alimentaire, Belgique  
[www.agriculture-durables-solidaires.org/](http://www.agriculture-durables-solidaires.org/)  
[www.vredeseilanden.org/](http://www.vredeseilanden.org/)  
[Gert.engelen@vredeseilanden.be](mailto:Gert.engelen@vredeseilanden.be)

Pendant plus de dix ans, Gert Engelen a été le responsable chargé du programme pour une agriculture durable au sein de l'ONG belge Vredeseilanden spécialisée dans l'autosuffisance alimentaire. Ce programme initie et facilite différentes relations agricoles directes et s'est impliqué dans différents projets de recherche et de mobilisation. M. Engelen travaille depuis cinq ans sur les politiques agricoles au sein de cette ONG et il en est aujourd'hui le représentant. Il est par ailleurs président de la plate-forme flamande pour l'agriculture durable, facilitateur de la plate-forme européenne pour la Souveraineté alimentaire et il coopère avec le Comité international de planification (CIP) pour la souveraineté alimentaire.

**Pedro Ivan Christoffoli**, membre du secteur Production et Environnement du MST  
Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), Brésil  
[www.mstbrazil.org/](http://www.mstbrazil.org/)  
[pedroivanc@gmail.com](mailto:pedroivanc@gmail.com)

- activiste du MST depuis 1987
- membre du secteur Production et Environnement au sein du MST
- agronome diplômé en 1986
- Master en administration (management) de l'Université fédérale du Paraná, Brésil
- Doctorant en développement durable à l'Université de Brasilia (UnB - Brésil)

**Alejandro Villamar**, analyste et membre activiste du RMLAC  
Réseau d'action mexicain contre la libéralisation du commerce (RMALC), Mexique  
[www.rmalc.org.mx](http://www.rmalc.org.mx)  
[alvillamar@prodigy.net.mx](mailto:alvillamar@prodigy.net.mx)

Depuis 1991, Alejandro Villamar est analyste et membre activiste du Réseau d'action mexicain contre la libéralisation du commerce (RMALC), membre du conseil exécutif du RMALC et coordinateur de la campagne contre le PSP (Partenariat nord-américain pour la Sécurité et la Prospérité), un nouveau modèle politique de l'Association de libre-échange (ALE). Il est coauteur de plusieurs publications traitant des effets de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) sur l'économie et l'environnement au Mexique. Il s'est engagé dans la campagne Mexique-UE contre l'ALE, Plan Puebla Panamá et l'ALENA, et contre les négociations de l'OMC.

Actuellement, il est aussi le conseiller du Comité de développement rural au Congrès mexicain sur l'ALE et ses alternatives.

## Liste des publications

### **Politique agricole américaine**

IATP, *A Fair farm Bill for America*. March 2007  
<http://www.agobservatory.org/library.cfm?refid=97623>

IATP, *A Fair Farm Bill for the world*. March 2007  
<http://www.agobservatory.org/library.cfm?refid=97624>

IATP, *A Fair Farm Bill for Competitive Markets*. May 2007  
<http://www.agobservatory.org/library.cfm?refid=98445>

IATP, *A Fair Farm Bill for the world's hungry*. April 2007  
<http://www.agobservatory.org/library.cfm?refid=98205>

IATP, *A Fair Farm Bill for Renewable Energy*. April 2007  
<http://www.agobservatory.org/library.cfm?refid=98058>

IATP, *A Fair Farm Bill for Public Health*. May 2007  
<http://www.agobservatory.org/library.cfm?refid=98445>

IATP, *A Fair Farm Bill and Migration*. July 2007  
<http://www.agobservatory.org/library.cfm?refid=99390>

IATP, *A Fair Farm Bill for Conservation*. July 2007  
<http://www.agobservatory.org/library.cfm?refid=99437>

Ray, Daryll; De la Torre Ugarte, Daniel; Tiller, Kelly J. : Rethinking U.S. agricultura, policy: Changing course to secure farmers livelihoods worldwide. 2003  
<http://apacweb.ag.utk.edu/blueprint/APAC%20Report%208-20-03%20WITH%20COVER.pdf>

Building sustainable futures for farmers globally, *Building sustainable futures for farmers globally: a call for action*  
<http://www.globalfarmer.org/Uploads/sustainables%20future%20paper%20online.pdf>

### **Politique agricole européenne**

Koning, Niek: Lessons to be learned from the Common Agricultural Policy of the European Union, 2006  
[http://www.roppa.info/IMG/pdf/Niek\\_Koning-Agriculture\\_development\\_and\\_international\\_trade-Niamy\\_November\\_2006.pdf](http://www.roppa.info/IMG/pdf/Niek_Koning-Agriculture_development_and_international_trade-Niamy_November_2006.pdf)

Reichert, Tobias: A closer look at EU agricultural subsidies. Published by AbL and Germanwatch. 2006  
<http://www.germanwatch.org/tw/eu-agr05e.pdf>

Jack Thurston, *Why Europe deserves a better agriculture policy*, December 2005  
[http://www.cer.org.uk/pdf/policybrief\\_cap\\_thurston\\_nov05.pdf](http://www.cer.org.uk/pdf/policybrief_cap_thurston_nov05.pdf)

Marita Wiggerthale, *What's wrong with EU agriculture subsidies ?*, July 2005  
[http://www.attac.de/agrarnetz/dokumente/marita\\_eusubsidies.pdf](http://www.attac.de/agrarnetz/dokumente/marita_eusubsidies.pdf)

Véronique Borzeix, Soline Codron, David Laureau et Sandrine Seban, *Pourquoi une nouvelle réforme de la politique agricole commune?* Aout 2006  
<http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/nee060825A1.pdf>

### **Politique agricole mexicaine**

*Without Maize There in no Country: 1. Tortilla - maize: the top of the hank 2. Biofuels: which is the priority of a Mexican state policy on maize?.*

[ Only in Spanish: Sin Maíz No hay País. 1. Tortilla-maíz: la punta de la madeja  
2. Biocombustibles: ¿Cuál es la prioridad de una política de Estado Mexicano sobre maíz? In  
<http://www.rmalc.org.mx/boletines/alternativas/Boletinaletrnativas9.pdf>

*Legislators request to Mexican government its support to the lawsuit against American corn subsidies.* [Only in Spanish: Diputados solicitan adhesión de México a la demanda contra subsidios estadounidenses. In  
<http://www.rmalc.org.mx/boletines/alternativas/Boletinaletrnativas10.pdf>

*Renegotiation of the NAFTA Agricultural Chapter.* [Only in Spanish: Renegociación del Capítulo Agropecuario del TLCAN. In  
<http://www.rmalc.org.mx/boletines/alternativas/Boletinaletrnativas7.pdf>

### **Agriculture et commerce américains**

IATP trade and global governance department. *The guessing game, how will the U.S. play agriculture trade in 2007?* February 2007  
<http://www.tradeobservatory.org/library.cfm?refid=97511>

Timothy A. Wise and Elanor Starmer, *Industrial Livestock Companies' Gains from Low Feed Prices, 1997-2005 GDAE Policy Brief*, February 26, 2007  
<http://www.ase.tufts.edu/gdae/Pubs/rp/CompanyFeedSvgsFeb07.pdf>

Public Citizen: *Ten Year Track Record of the North American Free Trade Agreement. U.S., Mexican and Canadian Farmers and Agriculture*  
[http://www.citizen.org/documents/NAFTA\\_10\\_ag.pdf](http://www.citizen.org/documents/NAFTA_10_ag.pdf)

Public Citizen: *Trade Deficit in Food Safety. Proposed NAFTA Expansions Replicate Limits on U.S. Food Safety Policy that are contributing to unsafe food imports.*  
<http://www.citizen.org/documents/FoodSafetyReportFINAL.pdf>

### **Concentration du marché**

*Family farm groups challenge corporate farming*, March 2007  
<http://www.agobservatory.org/library.cfm?refid=97550>

Sophia Murphy, *Concentrated Market Power and Agricultural Trade*, August 2006  
<http://www.tradeobservatory.org/library.cfm?refID=89014>

Marita Wiggerthale, *The trade agenda of European agribusiness*, November 2005  
[http://www.agribusinessaccountability.org/pdfs/341\\_The-Trade-Agenda-of-European-Agribusiness.pdf](http://www.agribusinessaccountability.org/pdfs/341_The-Trade-Agenda-of-European-Agribusiness.pdf)

### **Politiques agricoles et environnementales**

Mark Muller. *Getting more conservation out of farm policy*. October 2006  
<http://www.agobservatory.org/library.cfm?refid=89215>

Dennis Keeney and Loni Kemp, *How to make it work: Required Policy Transformation for Agroecosystem Restoration*  
[http://www.mcknight.org/hotissues/news/makeitwork\\_kemp-keeney.pdf](http://www.mcknight.org/hotissues/news/makeitwork_kemp-keeney.pdf)

### **Biocarburants**

Dennis Olson *Sustainable biomass land reserves for a sustainable future*, April 2007  
<http://www.iatp.org/iatp/publications.cfm?accountID=258&refID=98078>

Sustainable Agriculture Coalition, *Promoting Sustainable Cellulosic Bioenergy Crops With the Conservation Security Program*  
[http://www.bioenergywiki.net/images/9/9a/EESI8Mar2007\\_CSP\\_Cellulosic\\_Loni.doc](http://www.bioenergywiki.net/images/9/9a/EESI8Mar2007_CSP_Cellulosic_Loni.doc)

Heather Schoonover and Mark Muller. *Staying home, how ethanol will change U.S. corn exports*. December 2006  
<http://www.agobservatory.org/library.cfm?refid=96658>

Dennis Keeney and Mark Muller. *Water use by ethanol plants: potential challenges*. October 2006  
<http://www.agobservatory.org/library.cfm?refid=89449>

IATP, *Sustainable bioenergy key for Farm Bill*, March 2007  
<http://www.agobservatory.org/library.cfm?refid=97881>

IATP. *A Fair Farm Bill for Renewable Energy*. April 2007  
<http://www.agobservatory.org/library.cfm?refid=97959>

### **Santé**

Heather Schoonover and Mark Muller (IATP). *Food without thought, how U.S. farm policy contributes to obesity*. March 2006  
<http://www.iatp.org/iatp/publications.cfm?accountID=258&refID=80627>

IATP, *A Fair Farm Bill for Public Health*. May 2007  
<http://www.agobservatory.org/library.cfm?refid=98445>

Heather Schoonover and Mark Muller (IATP). Considering the contribution of U.S. food and Agricultural policy to the obesity epidemic. Overview and Opportunities. February 2007

<http://www.healthobservatory.org/library.cfm?refid=99607>

### **Crises humaines et alimentaires**

Sophia Murphy and Kathy McAfee. *U.S. food aid, time to get it right*. July 2005

<http://www.tradeobservatory.org/library.cfm?refid=73512>

IATP, *A Fair Farm Bill for the world's hungry*. April 2007

<http://www.agobservatory.org/library.cfm?refid=98205>

*Food Aid Policy Recommendations*, Building sustainable futures for farmers globally

[http://www.globalfarmer.org/Uploads/food\\_aid\\_summary\\_9-1-06.doc](http://www.globalfarmer.org/Uploads/food_aid_summary_9-1-06.doc)

### **Agriculture et développement durable**

Building sustainable futures for farmers globally, *Toward Commodity Policies that Support Family Farming and Rural Community*

[http://www.globalfarmer.org/Uploads/bsf\\_commodities\\_paper\\_9\\_19.doc](http://www.globalfarmer.org/Uploads/bsf_commodities_paper_9_19.doc)

Building sustainable futures for farmers globally, *Building sustainable futures for farmers globally: a call for action*

<http://www.globalfarmer.org/Uploads/sustainables%20future%20paper%20online.pdf>

Building sustainable futures for farmers globally, *Immigration White Paper: Reaping the Seeds that We Sow: US Farm Policy and the Immigration Debate*

<http://www.globalfarmer.org/Uploads/immigration%20paper2.pdf>

International Forum on Globalization: The rise and predictable fall of globalized industrialized agriculture. 2007

<http://www.ifg.org/pdf/ag%20report.pdf>

### **Ressources du projet EcoFair Trade (commerce équitable)**

*Slow Trade – Sound Farming. A Multilateral Framework for Sustainable Markets in Agriculture*, April 2007 – A Comprehensive Reform Proposal resulting from the Heinrich Boell Foundation/ Misereor /Wuppertal Institute EcoFair Trade Dialogue Project

[http://www.ecofair-trade.org/pics/en/brosch\\_ecofairtrade\\_el.pdf](http://www.ecofair-trade.org/pics/en/brosch_ecofairtrade_el.pdf)

Arze Glipo, with contributions by Rita Schwentesius Rindermann, *Achieving Food and Livelihood Security in Developing Countries: The Need for a Stronger Governance of Imports*, December 2006

[http://www.ecofair-trade.org/pics/en/EcoFair\\_Trade\\_Paper\\_No2\\_Glipo\\_new.pdf](http://www.ecofair-trade.org/pics/en/EcoFair_Trade_Paper_No2_Glipo_new.pdf)

Gonzalo Fanjul, *Agriculture and Trade in an Asymmetric World*, December 2006

[http://www.ecofair-trade.org/pics/en/EcoFair\\_Trade\\_Paper\\_No3\\_Fanjul\\_new.pdf](http://www.ecofair-trade.org/pics/en/EcoFair_Trade_Paper_No3_Fanjul_new.pdf)

Kamal Malhotra, *A Sustainable Human Development Approach to the Role of Exports in*

*a National Development Strategy*, December 2006

[http://www.ecofair-trade.org/pics/en/EcoFair\\_Trade\\_Paper\\_No4\\_Malhotra\\_new.pdf](http://www.ecofair-trade.org/pics/en/EcoFair_Trade_Paper_No4_Malhotra_new.pdf)

Aileen Kwa and Souleymane Bassoume, with contributions by Sophia Murphy,  
*Exploring The Linkages Between Agricultural Exports and Sustainable Development*,  
April 2007

[http://www.ecofair-trade.org/pics/en/EcoFair\\_Trade\\_Paper\\_No8\\_Kwa\\_Bassoume\\_1.pdf](http://www.ecofair-trade.org/pics/en/EcoFair_Trade_Paper_No8_Kwa_Bassoume_1.pdf)

Hannes Lorenzen, *Qualified Market Access. How to include environmental and social conditions in trade agreements*, March 2007

[http://www.ecofair-trade.org/pics/en/EcoFair\\_Trade\\_Paper\\_No5\\_Lorenzen\\_new.pdf](http://www.ecofair-trade.org/pics/en/EcoFair_Trade_Paper_No5_Lorenzen_new.pdf)

Daniel G. De La Torre Ugarte, *The Contributions and Challenges of Supply Management in a New Institutional Agricultural Trade Framework*, March 2007

[http://www.ecofair-trade.org/pics/en/EcoFair\\_Trade\\_Paper\\_No6\\_Torre\\_Ugarte\\_new.pdf](http://www.ecofair-trade.org/pics/en/EcoFair_Trade_Paper_No6_Torre_Ugarte_new.pdf)

Oduor Ong'wen and Sarah Wright, *Small Farmers and the Future of Sustainable Agriculture*, March 2007

[http://www.ecofairtrade.org/pics/en/EcoFair\\_Trade\\_Paper\\_No7\\_Ongwen\\_Wright\\_new.pdf](http://www.ecofairtrade.org/pics/en/EcoFair_Trade_Paper_No7_Ongwen_Wright_new.pdf)

Wolfgang Sachs and Tilman Santarius with contributions from Sophia Murphy and Daniel De La Torre Ugarte, *World Trade and the Regeneration of Agriculture*, April 2007

[http://www.ecofair-trade.org/pics/en/EcoFair\\_Trade\\_Paper\\_No9\\_Sachs\\_Santarius\\_1.pdf](http://www.ecofair-trade.org/pics/en/EcoFair_Trade_Paper_No9_Sachs_Santarius_1.pdf)